

Rapport

Qui doit décider de l'obligation d'un vaccin ?

16 décembre 2020

Par Jack Jedwab, Président de l'Association d'études canadiennes



Qui doit décider du caractère obligatoire ou non d'un vaccin contre la COVID-19 ?

Cette semaine, le premier ministre albertain Jason Kenney a déclaré que son gouvernement ne rendra pas obligatoire le vaccin contre la COVID-19 pour les Albertains. Si le premier ministre de la Colombie-Britannique en décide autrement, quelles pourraient en être les incidences sur la mobilité interprovinciale ? Le sondage réalisé par Léger et l'Association d'études canadiennes (27-29 novembre 2020) révèle que, malencontreusement pour le premier ministre Kenney, une majorité de personnes dans chaque province estime que la décision de rendre le vaccin obligatoire devrait être prise par le gouvernement fédéral (y compris une majorité dans ma province, le Québec). Mais la question est un véritable casse-tête pour le gouvernement car une majorité de Canadiens ne pensent pas que le vaccin devrait être obligatoire (55 % disent qu'il devrait être volontaire) et une importante minorité de Canadiens disent qu'ils ne se feront pas vacciner (17 % disent qu'ils ne se vaccineront pas et 18 % ne savent pas). Un autre problème - qui ressort du sondage - est qu'une partie importante des Canadiens estime qu'un vaccin obligatoire pourrait constituer une violation de leurs droits et il est fort probable que plusieurs d'entre eux envisagent de le contester en invoquant ce motif. La question constitue un véritable casse-tête politique et, à la base, il y a un certain degré d'ambiguïté et de confusion parmi les citoyens du Canada et du reste du monde.

L'Alberta et l'Ontario s'opposent au vaccin obligatoire

Jason Kenney, premier ministre de l'Alberta mais si la Colombie-Britannique devait en décider autrement, quelles en seraient les conséquences pour la mobilité interprovinciale? Contrairement à la position du premier ministre Kenney, l'enquête menée par Léger et l'Association d'études canadiennes révèle qu'une majorité de personnes dans chaque province, estime qu'une telle décision devrait être prise par le gouvernement fédéral (cela incluant une majorité dans ma province natale, le Québec).

Le médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, le Dr David Williams, affirme que le vaccin contre la COVID-19 sera utilisé de la même manière que les autres vaccins : il ne sera pas obligatoire, mais il sera nécessaire pour certain accès. Il insiste sur le fait que le gouvernement ne peut obliger personne à le recevoir.

« Ce que nous pouvons faire, c'est de spécifier parfois que pour l'accès ou la facilité à entrer dans certains milieux, si une personne n'est pas vaccinée, alors elle n'est pas autorisée à y entrer sans autre matériel de protection », a-t-il déclaré.

Cela pourrait inclure, par exemple, les écoles, les hôpitaux et les soins de longue durée, a déclaré M. Williams.

Les Canadiens en âge de travailler sont les moins susceptibles de penser que le vaccin devrait être obligatoire

Lorsqu'un vaccin homologué contre la COVID-19 sera disponible pour la population, pensez-vous qu'il devrait être...													
Du 27 au 29 novembre	Total	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 +	Atl.	QC	ON	MB/SK	AB	CB
Obligatoire pour tous	41%	47%	30%	38%	36%	48%	45%	45%	43%	38%	36%	46%	38%
Donné sur une base volontaire	55%	47%	62%	56%	61%	49%	51%	49%	53%	56%	58%	51%	58%
Je ne sais pas	5%	5%	7%	6%	3%	3%	4%	5%	4%	6%	6%	3%	4%

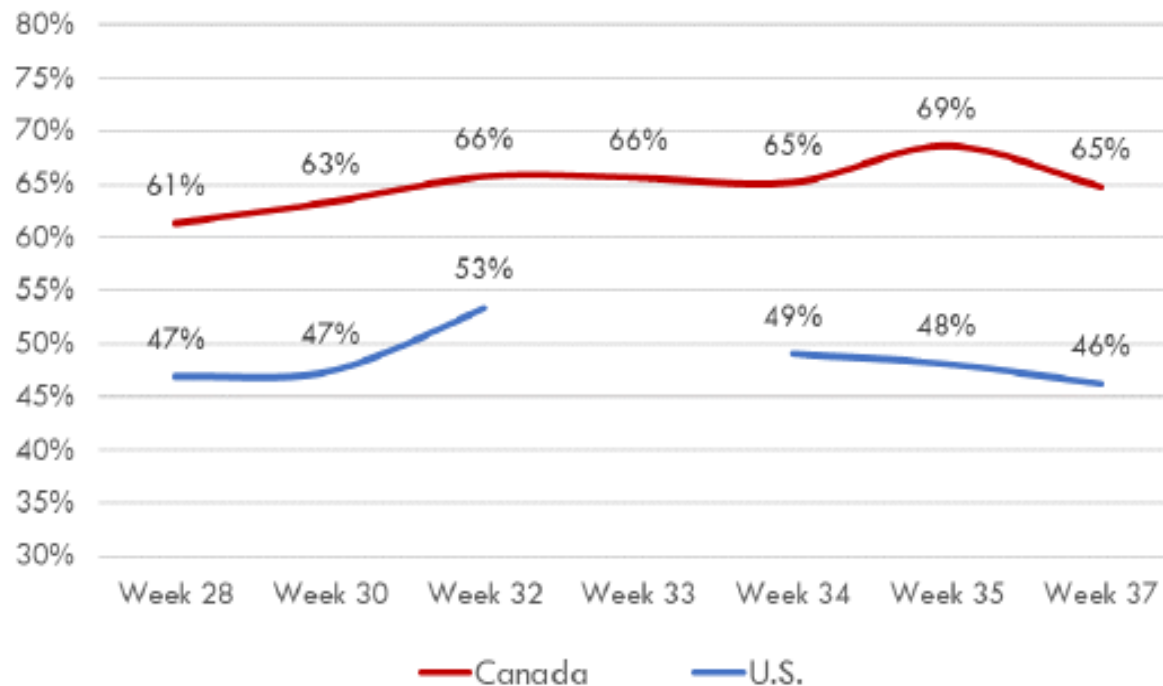
Plus de Canadiens que d'Américains pensent que le vaccin devrait être obligatoire

Lorsqu'un vaccin homologué contre la COVID-19 sera disponible pour la population, pensez-vous qu'il devrait être...

	Canada 27 au 29 novembre	États-Unis 13 au 15 novembre
Obligatoire pour tous	41%	29%
Donné sur une base volontaire	55%	59%
Je ne sais pas	5%	12%

Two-thirds of Canadians intend to get a federally approved vaccination for COVID-19 compared to less than ½ of Americans

When a vaccine for COVID-19 that had been approved by Health Canada / the FDA becomes available to the population and it is free, do you intend to get vaccinated?



La majorité des Canadiens de toutes les provinces pensent que c'est le gouvernement fédéral qui devrait déterminer le caractère obligatoire ou non du vaccin

Quel niveau de gouvernement devrait déterminer si le vaccin contre la COVID-19 est obligatoire ou non ?							
	Total	Atl.	QC	ON	MB/SK	AB	CB
Le gouvernement fédéral	57%	59%	54%	57%	57%	59%	57%
Les gouvernements provinciaux	11%	10%	15%	11%	9%	3%	10%
Ni l'un ni l'autre	22%	23%	23%	20%	21%	25%	22%
Je ne sais pas	11%	9%	7%	12%	13%	13%	11%

Quatre Canadiens sur dix déclarent envisager de contester la vaccination obligatoire contre la COVID-19 ainsi qu'une majorité de 25-34 ans. Les personnes ayant des enfants sont plus susceptibles de contester un vaccin obligatoire que les autres

Je considère la contestation de la vaccination obligatoire comme étant une violation des droits - Êtes-vous fortement en accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce qui suit ?									
	Total	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 +	Avec les enfants	Sans enfants
TOTAL ACCORD	41%	41%	52%	47%	44%	31%	34%	47%	39%
Fortement en accord	19%	14%	23%	23%	23%	15%	15%	20%	18%
Plutôt d'accord	22%	27%	29%	24%	21%	16%	19%	27%	21%
TOTAL DÉSACCORD	59%	59%	48%	53%	56%	69%	66%	53%	61%
En désaccord	28%	25%	31%	27%	27%	29%	26%	27%	28%
Fortement en désaccord	31%	34%	18%	26%	29%	39%	40%	26%	34%

Plus de trois Canadiens sur quatre pensent que nous devrions empêcher les gens de se rendre aux États-Unis si ceux-ci refusent de se faire vacciner

Les voyages transfrontaliers (c'est-à-dire vers les États-Unis) devraient être interdits aux personnes qui refusent de se faire vacciner contre la COVID-19 - Êtes-vous fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce qui suit ?

	Total	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
TOTAL ACCORD	78%	77%	79%	76%	73%	84%
Fortement en accord	48%	46%	50%	43%	41%	57%
Plutôt d'accord	30%	32%	29%	33%	32%	27%
TOTAL DÉSACCORD	22%	23%	21%	24%	27%	16%
En désaccord	12%	12%	13%	13%	14%	10%
Fortement en désaccord	10%	11%	8%	11%	13%	6%

Les Canadiens sont plus enclins à empêcher les Américains non vaccinés de venir au Canada qu'à interdire aux Canadiens non vaccinés de se rendre aux États-Unis

Êtes-vous fortement en accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce qui suit ?		
	Les voyages transfrontaliers (c'est-à-dire vers les États-Unis) devraient être interdits aux personnes qui refusent de se faire vacciner contre la COVID-19 -	Les personnes entrant au Canada en provenance des États-Unis ou d'ailleurs devraient être tenues de se faire vacciner contre la COVID-19
TOTAL ACCORD	78%	83%
Fortement en accord	48%	57%
Plutôt d'accord	30%	26%
TOTAL DÉSACCORD	22%	17%
En désaccord	12%	9%
Fortement en désaccord	10%	8%

L'idéologie influe sur la mesure dans laquelle les Canadiens pensent que le vaccin devrait être obligatoire ou non.

Lorsqu'un vaccin homologué contre la COVID-19 sera disponible pour la population, pensez-vous qu'il devrait être...	Si vous deviez vous situer sur l'échelle suivante, diriez-vous que vous êtes :				
	Droite	Centre-droit	Centre	Centre-gauche	Gauche
Obligatoire pour tous	34.0%	41.6%	37.5%	47.8%	50.5%
Donné sur une base volontaire	62.1%	54.9%	56.9%	50.4%	42.2%
Je ne sais pas	3.9%	3.4%	5.6%	1.9%	7.3%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Plus de 90 % des Canadiens qui ont l'intention de se faire vacciner et un tiers de ceux qui n'ont pas l'intention de se faire vacciner pensent que nous devrions empêcher les personnes non vaccinées de traverser la frontière

Les voyages transfrontaliers (c'est-à-dire vers les États-Unis) devraient être interdits aux personnes qui refusent de se faire vacciner contre la COVID-19 - Êtes-vous fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce qui suit ?	Lorsqu'un vaccin contre la COVID-19 approuvé par Santé Canada sera disponible pour la population et offert gratuitement, avez-vous l'intention de vous faire vacciner ?	
	Oui	Non
Fortement en accord	60.8%	15.5%
Plutôt d'accord	29.5%	22.3%
Plutôt en désaccord	7.4%	26.0%
Fortement en désaccord	2.2%	36.2%
Total	100.0%	100.0%

Parmi les Canadiens qui pensent que le vaccin devrait être administré sur une base volontaire, environ deux tiers pensent que nous ne devrions pas permettre à des Canadiens non vaccinés de se rendre aux États-Unis

Les voyages transfrontaliers (c'est-à-dire vers les États-Unis) devraient être interdits aux personnes qui refusent de se faire vacciner contre la COVID-19 - Êtes-vous fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec ce qui suit ?	Lorsqu'un vaccin homologué contre la COVID-19 sera disponible pour la population, pensez-vous qu'il devrait être...	
	Obligatoire pour tous	Donné sur une base volontaire
Fortement en accord	75.8%	27.8%
Plutôt d'accord	20.5%	36.5%
Plutôt en désaccord	3.2%	18.8%
Fortement en désaccord	0.5%	16.9%
Total	100.0%	100.0%

En ce qui concerne les voyages au Canada en provenance des États-Unis, environ 85 % des Canadiens qui préfèrent la vaccination volontaire veulent empêcher les Américains de se rendre au Canada

Les personnes entrant au Canada en provenance des États-Unis ou d'ailleurs devraient être tenues de se faire vacciner contre la COVID-19	Lorsqu'un vaccin homologué contre la COVID-19 sera disponible pour la population, pensez-vous qu'il devrait être...	
	Obligatoire pour tous	Donné sur une base volontaire
Fortement en accord	81.5%	40.0%
Plutôt d'accord	16.2%	31.4%
Plutôt en désaccord	1.8%	14.6%
Fortement en désaccord	0.5%	14.1%
Total	100.0%	100.0%

MÉTHODOLOGIE ET NOTES



Sondage en ligne utilisant la technologie des entretiens en ligne assistés par ordinateur..



Données recueillies du 27 au 29 novembre 2020



1 566 Canadiens de plus de 18 ans, recrutés aléatoirement sur le panel en ligne de LEO.



Les résultats du recensement de 2016 sont pondérés par genre, âge, langue maternelle, région, niveau d'éducation et sur la base de la présence d'enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population..



Aucune marge d'erreur ne peut être associée à un échantillon non probabiliste (panel Web). Toutefois, à des fins de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 522 répondants a une marge d'erreur de $\pm 2,51$ %, 19 fois sur 20. Les résultats de recherche présentés ici sont en parfaite conformité avec les normes du Centre de recherche sur l'opinion publique et les exigences de divulgation du CRIC.

Pour toute question concernant les données présentées dans ce rapport, veuillez contacter Jack Jedwab, président et directeur général de l'Association d'études canadiennes, à l'adresse électronique suivante : jack.jedwab@acs-aec.ca, ou Paul Holley, directeur de recherche de l'Association d'études canadiennes, à l'adresse: paul.holley@acs-aec.ca.